

Syrie : une attaque avec plus d'inconnues que d'alliés

Les USA ont lancé une offensive contre l'EI, appuyés par une coalition dont la Russie et l'Iran ne font pas partie, les seuls capables de négocier une solution politique au conflit syrien.

Natalia Sancha

Un an après qu'Obama ait fait retentir les tambours de guerre contre Bachar al Assad en raison de l'utilisation d'armes chimiques contre sa population, le président nordaméricain s'est lancé dans une attaque sur le territoire syrien. Cependant, il a maintenant changé d'ennemi, il s'agit cette fois-ci de l'État islamique (EI) qui combat aussi le régime syrien. Et cela sans l'approbation du Congrès. Onze ans après avoir dirigé la coalition qui a renversé Saddam Hussein en Irak, les États-Unis tentent d'écarter tout parallélisme entre la troisième guerre du Golfe et l'intervention en Syrie.

Un mois de survol du territoire syrien avec des drones, deux semaines de réunions contre-la-montre et un voyage du secrétaire d'État, John Kerry, à la recherche d'appuis parmi les alliés arabes, ont suffi pour armer une hâtive alliance. La coalition créée en un temps record est majoritairement composée par des monarchies du Golfe sunnites qui doivent affronter une armée formée par entre 20 000 et 50 000 jihadistes de l'orthodoxie sunnite. Les acteurs de cette alliance sont hétérogènes : deux dont le poids régional est faible, les Émirats arabes unis (EAU) et le Bahreïn, un pays frontalier, la Jordanie, et deux puissances sunnites régionales, le Qatar et l'Arabie saoudite, confrontées entre elles pour obtenir le contrôle des milices sunnites de la zone. Le seul point commun des cinq alliés arabes, au-delà du fait qu'il s'agit de monarchies sunnites, est l'inimitié qu'ils ressentent vis-à-vis du régime syrien et de son allié iranien, ainsi que leur refus de participer avec des troupes sur le terrain. Parmi les absents, mais qui représentent quand-même des acteurs clés dans le conflit régional provoqué par la guerre syrienne, l'on retrouve l'Iran, la Russie, l'Irak, le Liban et, bien sûr, la Syrie. La fragile coalition repose plutôt sur un cumul d'intérêts individuels conjoncturels que sur une lutte avec un objectif commun à long terme. Le silence des exclus de l'attaque laisse aussi entrevoir un acquiescement conjoncturel face à une action qui, pour l'instant, profite au régime syrien.

Devant l'attaque dont Bachar al Assad a été informé quelques heures auparavant, la Syrie s'est contentée de prêter son soutien à tout appui international dans la lutte, qu'elle avait prédit, contre « les terroristes », en fournissant

tous les groupes rebelles dans le même sac. Pendant ce temps, la Russie a transmis ses reproches au sujet de l'absence de coordination avec le régime syrien. Alors que les USA refusent toute collaboration avec le régime syrien ou iranien au niveau tactique, logistique ou même des services d'intelligence, ils n'ont pas donné de plus amples explications sur la façon dont ils ont obtenu en si peu de temps les informations sur les objectifs à attaquer.

Les alliés arabes ont admis sans grand enthousiasme leur participation dans les attaques sous prétexte qu'il s'agit de préserver leurs propres intérêts. Dans les déclarations prononcées par leurs gouvernements respectifs, ont clairement confirmé qu'ils préféreraient participer dans une attaque qui puisse freiner l'EI en Syrie ou en Irak que devoir le combattre sur leurs propres territoires. Parmi ces alliés, l'on retrouve le Qatar et l'Arabie saoudite qui jusqu'ici n'avaient pas hésité à financer des groupes rebelles syriens tels le Front al Nosra, qu'ils bombardent aujourd'hui, ou l'Armée libre syrienne (ALS). Les alliés du Golfe, dont les populations sont majoritairement sunnites conservatrices, sauf le Bahreïn à majorité chiite sous un régime sunnite, sont conscients du fait que leur participation peut leur coûter une marée de protestations sur leur propre sol contre leur collaboration avec les USA dans le bombardement d'autres musulmans où des morts civiles peuvent se produire. Sur les réseaux sociaux, des groupes conservateurs liés à l'EI appelaient « les frères musulmans du Golfe » à se soulever contre leurs régimes impies qui assassinent des musulmans aux côtés du « démon » nordaméricain. Les États du Golfe ne cachent pas non plus leur méfiance face à la fougue du président nordaméricain qu'ils ne croient pas capable de se compromettre contre de futurs alliés dans la région ou de pallier à long terme les conséquences de ce premier bombardement. S'il est vrai que les USA ont des intérêts à long terme dans la zone, leur implication sur le terrain est toujours liée aux vents changeants qui soufflent de la Maison Blanche, marqués par des politiques qui durent le temps d'un mandat et sujettes à des priorités internationales. Conscients de cela, les régimes arabes hésitent entre la précaution ou profiter de cette attaque pour armer leurs *proxy* dans la région. L'Arabie saoudite s'est déjà propo-

sée d'entraîner des groupes rebelles d'opposition sur son territoire.

Externaliser la guerre avec des milices sur le terrain ?

Cependant, et malgré les maigres informations filtrées sur la projection à long terme de l'attaque contre des objectifs de l'EI et du Front al Nosra en Syrie, la plupart des experts militaires semblent penser que le bombardement aérien ou naval ne sera pas suffisant pour éradiquer l'armée jihadiste. La nécessité d'une opération parallèle sur le terrain avec des troupes terrestres est indéniable, mais tous les alliés, qu'ils soient occidentaux ou régionaux, refusent totalement d'envoyer leurs hommes à la guerre. L'alternative avancée par les analystes des USA a pour ambition d'armer des milices locales capables de freiner l'avancée de l'armée noire. Une stratégie qui troublerait le statu quo actuel et pourrait provoquer d'autres conflits. Armer les milices kurdes peut à la longue déstabiliser la Turquie ainsi que l'Irak ou l'Iran, où la population kurde est importante. L'appui aux tribus sunnites locales, généralement délaissées par les régimes nationaux et étrangères à leurs politiques internes, déplaît aux leaders arabes. Si armer un mouvement n'est qu'une question de temps et de financement, désarmer ces groupes en période d'après-guerre est une tâche bien plus ardue. L'ombre des talibans abandonnés à leur sort après la fin de la guerre froide plane à nouveau sur la région et nombreux sont ceux qui optent pour la prudence avant d'armer des groupes perçus aujourd'hui comme des alliés et qui demain peuvent devenir des ennemis potentiels. D'autant plus dans une zone où les pays de la coalition se voient simultanément plongés dans de multiples conflits. La Jordanie, qui a échappé à la vague de manifestations du *Printemps arabe*, craint une avancée rapide de l'EI qui puisse déborder vers son territoire. Confrontée depuis des décennies au régime iranien au sujet du contrôle régional, l'Arabie saoudite est aujourd'hui menacée par un pouvoir chiite sur ses frontières avec le Yémen, dont les relations renouvelées avec Téhéran rétrécissent sa marge de manœuvre régionale.

L'attaque n'a pas été bien reçue parmi les milices irakiennes. Les milices chiites, dont le pouvoir a augmenté après la troisième guerre du Golfe en Irak, ne voient pas d'un bon œil que les milices sunnites soient entraînées et armées pour combattre sur le territoire irakien. Les leaders des milices les plus importantes – Liwa Abou Fadl, Badr, Mahdi, etc. – ont déjà refusé toute intervention terrestre étrangère sur le sol irakien. L'appui aux milices chiites irakiennes au détriment des sunnites au cours de l'invasion terrestre nordaméricaine d'Irak a ouvert la boîte de Pandore à un sectarisme entre chiites et sunnites auparavant pratiquement inexistant dans la région. Dix ans plus tard, les conséquences font partie de l'équation du problème de l'EI. Ce sont les tribus sunnites du nord de

l'Irak, lassées d'un régime chiite à Bagdad et fâchées des abus des milices chiites, qui ont favorisé l'avancée rapide et inespérée des jihadistes de l'EI en Irak. Les hésitations et le manque d'engagement de la communauté internationale face aux groupes rebelles sunnites en Syrie ont aussi favorisé une radicalisation de ces derniers sur l'échiquier syrien exacerbée par le financement qatarien et saoudien. L'EI a su adroitement jouer ses atouts en profitant des dynamiques internes de chaque pays, en cherchant des appuis parmi les tribus sunnites fâchées contre les pouvoirs centraux à Damas ou en Irak, ou parmi les communautés sunnites libanaises impuissantes face à la milice chiite du Hezbollah.

S'il est vrai que la Turquie a applaudi une coalition dont jusqu'ici elle n'a pas voulu faire partie, elle s'est vue inondée en quelques jours par une marée de 130 000 réfugiés qui s'ajoutent aux 850 000 qui avaient fui la guerre auparavant. Un poids économique et humanitaire qui épuise les fonds qui y sont consacrés. De l'autre côté de la frontière syrienne, le Liban accueille 1,2 millions de réfugiés syriens et le pays est entraîné dans une guerre avec des effectifs de l'EI et d'Al Nosra qui combattent sur son sol. En septembre, deux soldats ont été décapités et un troisième exécuté alors que les affrontements se poursuivent contre les Forces armées libanaises et contre la milice-parti du Hezbollah. Ces deux pays frontaliers, la Turquie et le Liban, que le sort de la Syrie intéresse principalement, sont prudemment restés à l'écart de la coalition.

Impact sur les camps rebelle et gouvernemental syriens

La Maison Blanche a annoncé avoir lancé 150 attaques par mer et air ayant frappé des combattants de l'EI, des camps d'entraînement, des véhicules et des entrepôts d'armes. Les objectifs étaient les positions de l'EI à Raqqa et Deir ez-Zor, au nord-est du pays, mais aussi à Alep et Idlib au nord-ouest, où se trouvent des positions du Front al Nosra. En incluant Al Nosra, l'un des plus grands groupes rebelles d'opposition au régime de Bachar al Assad et parmi les plus effectifs sur le champ de bataille, la nature de la guerre contre l'EI se trouve modifiée. Avec des ressources et des effectifs limités, le régime syrien a dû se poser des priorités géographiques au moment de maintenir ses positions contre les différents fronts ouverts. Ces 12 derniers mois, la stratégie du régime syrien et de son armée a été de contrôler les grandes villes où la majorité de ses citoyens loyaux habitent ou ont fui. Dans une économie de guerre, garantir l'accès aux services et aux infrastructures pour les gens loyaux et leur offrir une sécurité est crucial au moment de maintenir la légitimité face au peuple. En maintenant le principal front ouvert à l'est de la capitale, Damas, l'armée s'est concentrée sur la sécurisation des villes côtières de Tartous et Lattaquié (deux bastions de la population alaouite, confession professée par le président et 12 % de la population totale), ainsi que Homs

et Alep au Nord. Pour cela, il a choisi d'expulser les rebelles et, donc, transférer le champ de bataille vers la périphérie des villes à ciel ouvert où l'armée maintient sa supériorité grâce à l'utilisation de son aviation et ses tanks, des éléments contreproductifs dans la lutte urbaine en raison du degré de destruction qu'ils provoquent.

Avec l'avancée de l'EI vers la périphérie nord-est d'Alep, cette dernière est devenue la première ville menacée par l'EI et le lieu possible de la première bataille entre l'armée syrienne et les jihadistes. Depuis la proclamation du califat par Abou Bakr al Baghdadi (le leader de l'EI) en juin, l'armée n'a pas encore fait face aux jihadistes à ciel ouvert bien qu'elle ait bombardé certaines de leurs positions dans le nord-ouest. Face à l'absence d'affrontement, de nombreuses personnes ont accusé le régime d'avoir appuyé l'EI pour justifier son discours de lutte anti-terroriste tandis qu'il combattait les autres factions rebelles sur le flanc est du pays.

Le bombardement par la coalition de positions d'Al Nosra et de l'EI à la périphérie d'Alep s'est produit à un moment crucial aussi bien pour le régime syrien que pour les rebelles de l'ALS, le Front islamique, Ahrar al Sham et d'autres factions de l'opposition. Pour le régime, le fait que la coalition freine l'avancée de l'EI et qu'elle court-circuite ses centres névralgiques d'opération et d'approvisionnement en armes, lui permet de regrouper ses effectifs limités face au second groupe rebelle. D'autant plus alors que l'EI menace la seconde ville syrienne et le cœur économique du pays. Pour les rebelles confrontés à l'EI, l'avancée de ce dernier ne menace pas seulement de les priver de leurs voies d'accès et de ravitaillement vers la Turquie, mais elle saigne aussi ses rangs de jeunes combattants qui rejoignent le camp plus effectif et radical. Selon l'Observatoire syrien pour les Droits de l'Homme, à Londres, 6 500 rebelles ont rejoint les rangs de l'EI rien qu'en juillet. L'opposition syrienne à l'étranger a applaudi l'attaque pensant qu'elle les aidera à progresser dans la lutte contre le régime. Ce dernier accepte aussi l'offensive qui lui épargne des ressources, du temps et des hommes dans sa lutte pour affaiblir deux fronts ennemis importants : l'EI et Al Nosra.

L'attaque de cette hétérogène coalition laisse de nombreuses inconnues en suspens. Au-delà de savoir s'il y aura, et qui le fera, une offensive terrestre pour accompagner le bombardement par mer et air, reste à savoir qui occupera le vide laissé par les positions que l'EI va perdre suite au bombardement. Les zones sans contrôle, en pleine guerre avec plusieurs factions et mécènes étrangers, risquent de radicaliser la lutte. Qui sera le premier à couvrir ces positions ? Le régime syrien ou les groupes rebelles appuyés par la coalition ?



Des membres du Front al Nosra dans le camp de réfugiés palestiniens de Yarmouk. / RAMI AL SAYED/AFP/GETTY IMAGES

Sans une stratégie claire sur le terrain, les bombardements semblent insuffisants. Externaliser la guerre en renforçant les milices locales peut avoir de plus grandes conséquences à moyen et long terme dans la région et entraîner les pays impliqués dans une épuisante guerre de *proxy*.

L'alliance dirigée par les USA semble fragile. Les alliés inclus dans la coalition ne partagent pas un objectif commun à long terme, tandis que Doha et Riad sont en compétition pour obtenir le contrôle des groupes rebelles sur le territoire syrien. Les exclus de la coalition, la Russie et l'Iran, sont les seuls capables de négocier une solution politique, et donc durable, au conflit syrien. Au-delà du fait qu'il est nécessaire de contenir l'avancée de l'EI, celui-ci risque de modifier son modus operandi après le bombardement. À la différence de son prédécesseur, Al Qaida, qui consacrait une bonne partie de ses ressources et effectifs à combattre l'« ennemi éloigné » avec des attaques sur le sol occidental, l'EI s'est jusqu'ici limité à lutter contre l'« ennemi proche » : des régimes arabes et occidentaux sur le territoire conquis.

L'attaque contre l'EI et le Front al Nosra en Syrie enterre définitivement un quelconque reste du *Printemps arabe*. Le retour à la dialectique de la lutte antiterroriste qui a dominé la dernière décennie depuis le 11 septembre 2001, réaffirme aujourd'hui les dirigeants arabes, Bachar al Assad et Abdel Fattah al Sissi inclus, en légitimant de futures répressions contre des groupes d'opposition sous couvert de ce terme nébuleux. ■